

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

La Palestine et nous



Christian Bless - Contrairement à ce que les gros médias et les politiciens installés dans les allées du pouvoir, et ceux qui aspirent à s'y installer, payés par notre poche, veulent vous faire accroire, à Gaza, tout n'a pas commencé le 7 octobre 2023. Jamais peut-être la propagande n'a fonctionné aussi activement. Nous allons tenter d'inscrire les événements qui se déroulent au jour le jour sous nos yeux dans la plus longue durée, afin d'essayer de voir clair à travers le brouillard médiatique et de dégager quelle devrait être notre position dans la perspective de la neutralité de la Confédération. Les rayons des librairies nous proposent de très nombreux livres qui nous permettent de serrer les faits au plus près, au-delà des émotions et des préférences personnelles.

Professeur au Collège de France, historien arabisant, spécialiste du Moyen-Orient, **Henry Laurens** a publié de très nombreux ouvrages, notamment une monumentale *La question de la Palestine* en 5 volumes qui fait référence. Les sous-titres des premier et cinquième volumes disent tout le drame qui traverse le XX^{ème} siècle et le nôtre : «L'invention de la Terre sainte» et «La paix impossible». Publiés entre 1999 et 2015, ces milliers de pages décrivent par le menu la lente descente aux enfers des Palestiniens. Agonie sous les coups de boutoir du sionisme soutenu par les puissances anglo-saxonnes, agonie que rien ne semble devoir arrêter.

La Déclaration Balfour

Bien qu'il ait des antécédents, nous pouvons faire remonter ce cauchemar des populations vivant sur les terres de l'ancienne province ottomane de Palestine à la Déclaration Balfour. Compte

tenu des conséquences que ce texte va entraîner tout au cours du siècle passé et jusqu'à nos jours, il vaut la peine de le citer dans son intégralité. Le texte original étant en langue anglaise, c'est la traduction figurant dans l'ouvrage d'Henry Laurens qui suit, signé par Lord Arthur James Balfour, le 2 novembre 1917 :

Cher lord Rothschild,

J'ai le grand plaisir de vous adresser de la part du Gouvernement de Sa Majesté la déclaration qui, soumise au cabinet, a été approuvée par lui. Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les juifs disposent dans tout autre pays. Je vous serai obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Dès le départ, cette démarche ne fait pas l'unanimité chez les Juifs qui resteront profondément divisés et ce, jusqu'à nos jours. Les intentions des politiciens anglais sont troubles. Invoquant la Bible, ils dissimulent à peine des intentions politiques. **René Neher-Bernheim** écrit à ce sujet : «Pourtant, il ne faudrait pas idéaliser. Comme Mark Sykes, Lloyd George a vu tout le parti qu'il pourrait tirer des demandes sionistes pour l'intérêt de son pays. Il s'agit d'acquérir la Palestine pour l'Angleterre en l'enlevant aux Français.» Et, un peu plus loin : «... les motivations de la politique la plus réaliste et celles du mysticisme teinté d'un certain sentiment de culpabilité à l'égard des Juifs ...» Et : «... l'intérêt pour l'impérialisme anglais de se concilier les sionistes est l'élément déterminant de son (Balfour) attitude.» (*La déclaration*

Balfour, Les Belles Lettres, 2005). L'auteur insiste sur ce point: «Le désaccord entre Français et Anglais sur le plan diplomatique ... trouve une sorte de parallèle dans la lutte entre sionistes et antisionistes au sein du judaïsme anglais (...) l'opposition au sionisme est largement répandue dans certains cercles, surtout chez les Juifs occidentaux. (...) ... Jacob Schiff et les quelques financiers juifs aux U.S.A. étaient aussi hostiles au sionisme ...» Ces divisions demeurent et surplombent les crises contemporaines.

Renée Neher-Berheim se livre à une exégèse de certains termes de la Déclaration qui présente au lecteur des précisions importantes expliquant la suite des événements : «Dans cette troisième mouture d'un même projet (la Déclaration), apparaît pour la première fois le terme de National Home proposé par Sokolov (Nahoum Sokolov, dirigeant sioniste né en Russie ; n.d.l.r.) : il traduit à peu près l'hébreu Bayit Leoumi ; il ne correspond pas au français «Foyer National», couramment utilisé pour le traduire. Car Home (comme Bayit) signifie aussi bien Foyer que Patrie ; l'hébreu Bayit a une acception encore plus large, puisqu'il désigne aussi le Temple de Jérusalem et même l'État juif tout entier.» ! Tout est clair dès le début, il s'agit d'établir un État juif et donc de reconstruire le Temple ! A la racine du mouvement sioniste, il n'y a pas de place pour les Palestiniens vivant sur cette terre. Ce qui se déroule depuis plus de cent ans découle de cette intention initiale. L'insurrection du 7 octobre n'est donc qu'un épiphénomène, le sursaut d'un peuple acculé, sursaut d'ailleurs peut-être voulu et permis par le sionisme afin de tenter de parachever l'établissement d'un État ethniquement et religieusement pur.

Les conséquences

Et comme l'on sait, les ambitions territoriales du sionisme dépassent les frontières actuelles de l'État d'Israël et incluent des territoires appartenant au Liban, à la Syrie, à la Jordanie et à l'Égypte. C'est dans le contexte de ces prétentions territoriales qu'il faut comprendre les actions de l'armée israélienne notamment au Liban et en Syrie.

La publication de la Déclaration Balfour a immédiatement suscité des inquiétudes et un rejet de la part des Arabes, rejet qui s'amplifiera dès la fin de la première guerre mondiale et les premiers heurts auront lieu en 1920. Contrairement à ce que demandaient certaines instances internationales, à aucun moment, les populations ni leurs représentants n'ont été consultés. «Comme prévu dans le traité de Sévres, le mandataire de la Palestine (l'Angleterre) est explicitement chargé de réaliser la Déclaration Balfour.» (Renée Neher-Bernheim). Les impérialismes anglais et états-uniens imposent donc une greffe restée étrangère, au détriment des populations locales, et qui engendre depuis cent ans des heurts et des conflits sanglants qui déstabilisent toute la région.

Le Liban fondé en 1920 par le Général Henri Gouraud au nom de la France va sombrer dès 1975 dans une guerre souvent qualifiée de civile mais qui aura pour catalyseur plusieurs centaines de milliers de Palestiniens chassés de leurs terres ancestrales et réfugiés dans des camps au Liban comme en Jordanie et en Syrie.

La paix impossible

La récente trêve ne règle aucune des causes qui nourrissent un conflit dont on ne voit pas l'issue : déplacements massifs de populations (quelque quatre-cent à cinq-cent mille Palestiniens sont parqués dans des bidons-villes au Liban, sans avenir) au Liban, en Syrie, en Jordanie, sans compter ceux qui sont dispersés à travers le monde. Spoliation de leurs terres et de leurs biens. Grignotage constant des terres palestiniennes par une colonisation armée des sionistes. Guerres à répétition contre des mouvements désignés comme «terroristes».

Dans ce contexte, le sous-titre de Henry Laurens paraît tragiquement réaliste : «La paix impossible». En tout cas, aussi longtemps que l'État d'Israël recevra le soutien inconditionnel et illimité, financier et militaire des États-Unis. Mais malgré toutes les horreurs dont nous sommes les témoins presque en direct, le Sionisme ne pourra pas exterminer sept millions et demi de Palestiniens, ni même les chasser de la terre qui les a vu naître ainsi que leurs aïeux, d'autant plus que la dynamique démographique les favorise. Il faudra trouver une issue digne au sort des Palestiniens réfugiés, depuis plusieurs générations, notamment au Liban où ils sont un facteur de déstabilisation.

Elias Sanbar, dont on lira avec intérêt le Dictionnaire amoureux de la Palestine (Plon) écrit dans une récente contribution, sous le titre de «La dernière guerre ?» (Tracts, Gallimard) : «Il suffit de remonter à ce qui oppose les sociétés palestiniennes et israéliennes depuis 1948 pour comprendre ce qu'il y a d'existential, de part et d'autre, dans le conflit qui, depuis les massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre, a placé Gaza sous les bombes et causé des pertes effroyables dans sa société civile. La naissance d'Israël, et les deux guerres qui l'ont précédée et suivie, s'est jouée sur un socle d'injustice : la négation du droit des Palestiniens à résider sur leur terre. Ce point presque aveugle de la tragédie en cours est bien la source de toutes les désolations ; il réduit à néant tout ce qui, depuis des décennies, a pu faire espérer un horizon de partage, de reconnaissance et de cohabitation pacifiée. Jusqu'à conduire, presque fatalement, à cette «dernière guerre», selon les termes d'Israël ... L'épilogue d'épisodes dilatoires qui, à défaut d'annoncer des jours radieux délivrés de la menace souterraine du terrorisme, conduirait à l'éviction des Palestiniens hors des terres «israéliennes» et à la négation définitive de leur droit au retour. Une sortie de scène irréversible, au mépris du droit international, dont nul ne saurait douter qu'elle ne conduise à de pires malheurs.»

Laissons Henry Laurens conclure en soulignant les causes profondes de l'impossibilité d'une paix, malgré le verbiage des puissants du jour et des médias serviles, impossibilité en raison de : «... l'insécurité existentielle de l'État d'Israël à cause de son déficit de légitimité dans le Moyen-Orient. Il n'est pas possible pour les Palestiniens d'admettre la légitimité de l'État d'Israël comme État juif si cela sous-entend la légitimité de leur expulsion. Ils peuvent le reconnaître comme existant, et non comme légitime. Une paix véritable ne peut se faire qu'en remettant en cause, en partie, les fondements du sionisme, c'est-à-dire par la reconnaissance du fait que ce projet n'a pu se réaliser qu'en portant tort aux habitants de la Palestine, en les forçant au minimum à être «transférés» ailleurs, sinon cantonnés dans des réserves. La violence du conflit réside dans ce fait élémentaire,

et non dans la méchanceté des gens.» Contre la logique des Palestiniens réclamant leur retour, au moins partiel, sur les terres dont ils ont été chassés, se dresse la revendication non moins absolue, bien au contraire, du sionisme qui se réclame de l'alliance que «Yaweh fit avec Abraham, en disant : «Je donne à ta postérité ce pays, depuis le fleuve d'Égypte jusqu'au grand fleuve, au fleuve de l'Euphrate ...» (Genèse, XV, 18. A. Crampon), malgré l'écoulement des siècles. La paix impossible ...

Quoi qu'il en soit, le vœu exprimé dans la Déclaration Balfour, «rien ne sera fait qui puisse porter atteinte (soit) aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine ...», restera lettre morte. **Jean-Pierre Filiu** rappelle les étapes de «l'une ou l'autre des quinze guerres livrées par Israël à ce territoire depuis la Nakba, la « Catastrophe » palestinienne de 1948.» ; il dénonce «le dessein d'éliminer non plus seulement le Hamas, mais la bande de Gaza en tant que telle ... en réduisant Gaza à un champ de ruines ... qui fut, jusqu'au milieu du XXe siècle, une des oasis les plus prospères du Moyen-Orient.» (*Un historien à Gaza*, Les Arènes. Lire également du même auteur : *Histoire de Gaza*, Fayard, et *Comment la Palestine fut perdue et pourquoi Israël n'a pas gagné*, Seuil.)

Mais, par-dessus tout, il faut garder à l'esprit la dimension religieuse, eschatologique, du conflit qui le rend irréductible et sur lequel tout processus de paix s'est fracassé : «... sur la question de Jérusalem, et en particulier sur le mont du Temple/esplanade

des mosquées.» Le récent cessez-le-feu ne résistera sans doute pas longtemps aux ambitions sionistes et au désespoir du peuple palestinien acculé. Les rodomontades américaines n'y pourront rien, sauf à prolonger un affrontement séculaire. Comme dans d'autres régions du monde d'ailleurs.

Nous n'oublierons pas non plus que c'est sur cette terre que le Christ s'incarna, qu'Il y fonda son Église, qu'Il y mourut crucifié pour nous sauver. Et que c'est un grand mystère que les chrétiens aient presque disparu du berceau de l'Église. Traversant les paysages de Palestine, contemplant les lys des champs, le Fils de Dieu enseignait à ses apôtres qu'Il était «la Voie, la Vérité, la Vie». Au dernier jour avant la crucifixion, le Verbe, «par qui tout a été fait et sans qui rien n'a été fait», répondait à Pilate qui l'interrogeait, représentant de la puissance du moment : «Tu l'as dit, je suis Roi.»

Quelles que soient nos propres appréciations de ce drame historique, en tant que Confédérés, nous devons exiger que les autorités de la Confédération maintiennent, modestement et sans postures moralisantes qui donnent bonne conscience, une stricte neutralité, s'abstenant de déclarations intempestives condamnant de supposés «terroristes», ne serait-ce que pour permettre l'intervention de la Croix-Rouge au secours des populations abandonnées et des civils qui sont systématiquement des cibles privilégiées et demeurer un lieu où les protagonistes puissent se rencontrer. —

Les catholiques

face à une persécution silencieuse mais mondiale

Eric Bertinat - Selon le rapport 2025 de l'Aide à l'Église en Détresse, plus de 360 millions de chrétiens vivent aujourd'hui dans des pays où la pratique de leur foi est considérée comme dangereuse. Parmi eux, les catholiques subissent une pression croissante, souvent diffuse, parfois brutale. Si les images spectaculaires de violences en Afrique ou en Asie attirent ponctuellement l'attention, la réalité quotidienne d'une persécution plus discrète s'étend bien au-delà des zones de guerre.

En Afrique subsaharienne, la montée des groupes armés islamistes transforme la foi catholique en cible stratégique. Au Nigeria, des prêtres sont enlevés presque chaque semaine ; les villages chrétiens du centre et du nord vivent dans la peur des attaques nocturnes. Au Mozambique, des paroisses entières ont été incendiées. En République démocratique du Congo, le sanctuaire devient parfois le dernier refuge pour des civils traqués. Ces violences ne sont pas de simples incidents : elles visent à effacer une présence, une mémoire, une identité.

En Asie, la situation est plus subtile mais tout aussi préoccupante. En Chine, le contrôle du Parti sur les Églises dites «officielles» rend toute pratique religieuse indépendante suspecte. Les catholiques fidèles à Rome vivent sous surveillance, entre fidélité spirituelle et prudence politique. En Inde, les tensions communautaires alimentées par l'hindouisme nationaliste se traduisent par des agressions et des campagnes de désinformation. Dans certaines régions, être catholique, c'est désormais vivre dans la méfiance du voisinage.

En Europe, le contexte est évidemment très différent : nul ne risque sa vie pour aller à la messe. Pourtant, une autre forme de marginalisation s'installe, plus insidieuse. Dans plusieurs pays, les symboles religieux sont relégués au nom d'une laïcité interprétée de manière très restrictive par la gauche. Des enseignants ou des élus hésitent à évoquer leur foi publiquement, de peur d'être jugés prosélytes ou rétrogrades. La pratique religieuse se retire du paysage visible, confinée dans la sphère privée. Cette «invisibilisation» culturelle, bien que sans violence physique, interroge sur la place réelle du catholicisme dans les sociétés occidentales.

Ce qui attriste davantage encore, c'est le silence persistant de la presse internationale. Rares sont les grands médias à consacrer des enquêtes suivies à ces violences, comme si le sort des catholiques ne méritait ni indignation ni une place dans l'actualité mondiale. Ce manque d'écho renforce le sentiment d'abandon ressenti par ceux qui vivent leur foi dans la peur ou la clandestinité. L'indifférence devient alors une seconde persécution : plus douce, mais tout aussi dévastatrice.

Entre la brutalité des attaques au Sud et l'effacement symbolique au Nord, le catholicisme mondial traverse une même épreuve : celle d'être du témoignage et de la fidélité au Christ. Loin des projecteurs, des croyants continuent de prier, d'enseigner, de servir les plus pauvres, souvent dans des conditions extrêmes : ne les oublions pas dans nos prières ! —

L'Hospice général :

Entre solidarité et dépendance, la difficile frontière de l'aide sociale genevoise

Marco Canoci - Connaissez-vous l'histoire de Bernard ? Pendant plus de vingt ans, cet homme a bénéficié de l'aide sociale. N'ayant jamais travaillé de sa vie, père de quatre enfants issus de deux unions différentes, il a finalement quitté ce dispositif... pour passer à l'assurance-invalidité (AI). Ou encore celle de cette famille étrangère, installée à Genève depuis 1998, qui ne maîtrise toujours pas le français malgré plus de vingt-cinq ans de présence sur le territoire et sept enfants à charge. Ou celle de Federico, bénéficiaire de l'aide sociale depuis plus de dix ans, qui a refusé un emploi stable et correctement rémunéré. Ces exemples, qui peuvent paraître caricaturaux, sont malheureusement bien réels. Seuls les prénoms ont été modifiés. Ils témoignent d'une réalité préoccupante dans le canton de Genève : un système social souvent perçu comme laxiste et mal encadré. Beaucoup pointent du doigt une gestion politique déconnectée du terrain, largement dominée par des élus de gauche.

Un malaise social grandissant

Récemment, un reportage diffusé sur Léman Bleu, intitulé «Explosion de l'aide sociale : l'Hospice général paie les yeux fermés», a suscité un vif débat. En l'espace d'un jour, la vidéo comptabilisait plus de 27'000 vues sur Facebook. Les commentaires allaient presque tous dans le même sens, exprimant un fort sentiment d'injustice : «Ce qui est rageant, c'est que certaines familles disposant de l'aide sociale vivent mieux que ceux qui travaillent pour des salaires modestes.» ; «Honteux ! Certaines personnes reçoivent une double aide mensuelle sans aucun contrôle!» ; «Ces gens-là vivent mieux que ceux qui se lèvent tous les matins pour aller travailler. Finalement, mieux vaut être à l'aide sociale et aux frais du contribuable.» D'autres internautes ont choisi la dérision : «Il ne manquerait plus qu'ils paient le leasing de leur Mercedes avec l'aide sociale!» «Nous savons maintenant ce qu'il nous reste à faire.» Derrière l'humour, ces réactions traduisent une lassitude profonde. De nombreux Genevois peinent à boucler leurs fins de mois, alors que le coût de la vie augmente : inflation, loyers en hausse, primes d'assurance maladie qui explosent... Dans ce contexte, la générosité du système social interroge.

Quand l'aide devient attrayante

Le cœur du problème semble résider dans l'attractivité des prestations sociales. Comment inciter une personne peu ou non qualifiée à reprendre une activité professionnelle, si cette reprise entraîne une baisse de revenu ? Certains observateurs évoquent même un véritable «business de l'assistanat», nourri par des programmes de formation souvent organisés par des associations ou fondations à but non lucratif ayant trouvé là une niche économique. On pourrait aller plus loin encore

et s'interroger : l'Hospice général lui-même ne serait-il pas devenu, d'une certaine manière, une structure du «business du pauvre»? Avec ses 1'500 collaborateurs, son directeur, ses nombreux partenaires (privés, fondation, associations) et ses dispositifs de réinsertion parfois perçus comme coercitifs tels que des stages non rémunérés et des sanctions en cas de refus. L'institution ressemble davantage à une grande entreprise qu'à un service d'aide.

Une institution triomphante ?

Les communications publiques renforcent cette impression : portraits souriants de dirigeants en costume-cravate, portant fièrement une montre de luxe, inaugurations de nouveaux centres décorés de ballons et de rubans à couper, ton triomphant des communiqués, etc. Une mise en scène qui peut sembler en décalage avec la mission première de l'Hospice général : accompagner la fragilité, non la célébrer. Ce qui devrait être un lieu de discrétion et d'humilité sociale prend parfois les allures d'une réussite institutionnelle. Or, l'assistance sociale n'est jamais un succès en soi, ni pour la société, ni pour les personnes concernées. En soi c'est un échec institutionnel, économique et politique.

Un regard historique nécessaire

Créé en 1535, l'Hospice général est l'une des plus anciennes institutions d'aide d'Europe. À l'origine, son but était noble et profondément charitable : accueillir les pauvres, les malades et les orphelins dans un esprit de solidarité communautaire. L'aide apportée était alors pensée comme temporaire et responsabilisante, et s'accompagnait souvent d'un encadrement moral et professionnel. Au fil des siècles, cette vocation s'est institutionnalisée, passant d'un secours fraternel à une gestion administrative de la précarité. C'est cette évolution du soutien au contrôle, de la charité à la bureaucratie, que beaucoup de citoyens interrogent aujourd'hui.

Quelques chiffres qui interpellent

Le rapport de gestion 2024 de l'Hospice général, publié en avril 2025, confirme l'ampleur du phénomène : 30'072 personnes suivies, 10'487 bénéficiaires dans le cadre de l'aide aux migrants, et 1'559 collaborateurs. À Genève, le taux d'aide sociale atteint 6,3 % de la population, soit plus du double de la moyenne suisse (environ 3 %). Face à cette hausse continue, le conseiller d'État socialiste Thierry Apothéloz s'est vu refuser récemment par la commission des finances du Grand Conseil un crédit supplémentaire de 51 millions de francs destiné à renflouer l'Hospice général, dont les comptes sont déjà dans le rouge vif. L'aide sociale représente aujourd'hui une ligne bud-

gétaire colossale : 573 millions de francs inscrits cette année, un montant pourtant jugé insuffisant par les responsables pour couvrir les besoins croissants. Mais cette générosité financière ne semble pas produire les effets escomptés. Bien au contraire : le nombre de dossiers a bondi de 19% par rapport à 2024, et de plus de 40 % en trois ans. Seule note positive relevée par le département : une légère hausse de 6 % des sorties de l'aide sociale par rapport à l'année précédente. À noter que ces sorties incluent beaucoup de bénéficiaires sortant du social pour aller soit à l'AI ou à l'AVS. D'autant plus que le nombre total de cas à suivre a augmenté de près de 20% depuis 2023.

Solidarité, subsidiarité et dignité

Aider son prochain, oui, mais pas à n'importe quel prix, ni de n'importe quelle manière. L'enjeu n'est pas de renier la solidarité, mais de la réorienter vers la dignité et la responsabilité. Comme le rappelait Jean-Paul II dans son encyclique *Centesimus Annus* (1991) : « L'assistance doit viser à aider l'homme à s'aider lui-même. » (§48). La charité chrétienne ne consiste pas à entretenir la dépendance et l'assistanat, mais à accompagner la liberté. C'est dans cet esprit qu'il faut repenser l'aide sociale : non comme un confort durable, mais comme un tremplin vers la réinsertion, pour une vie juste et digne, qui contribue au bien commun. Il s'agit aussi de rappeler qu'il n'existe pas seulement des droits, mais également des devoirs.

Et maintenant ?

Comment retrouver un équilibre juste entre solidarité et responsabilité ? Comment encourager à nouveau la valeur du travail, sans renier le devoir d'entraide ? Comment prévenir les abus pour ne pas tomber dans une assistance généralisée de la population ? Ces questions, à la fois politiques et sociales, méritent d'être posées sans tabou. Comme le souligne l'abbé Thibault de Maillard dans son excellent article « Qui est mon prochain? », aimer son prochain, c'est vouloir pour lui le bien véritable, celui qui élève, pas celui qui enferme. —

Genève et Mgr Lefebvre : histoire d'une promesse tenue

Eric Bertinat - Dès la clôture du Concile Vatican II, le clergé catholique suisse s'empessa d'appliquer les réformes qu'il appelait de ses vœux depuis longtemps. Acquis au modernisme — ou, pour mieux dire, au libéralisme — bien avant le concile, il s'y engagea avec un zèle que certains ne purent suivre. Quelques fidèles, attachés à la liturgie de toujours, refusèrent ces nouveautés souvent déroutantes, parfois grotesques, voire sacrilèges. Ils soutinrent de rares prêtres demeurés fidèles à la Tradition, tels l'abbé Laurent Gamacchio (1902-1993), ancien curé d'Aire-la-Ville puis d'Avusy, retiré à Drize. C'est souvent au domicile de ces prêtres que furent aménagées de mo-

destes chapelles, bientôt trop exiguës pour contenir l'afflux croissant de fidèles. Apprenant par la presse la lutte courageuse de Mgr **Marcel Lefebvre**, ils le contactèrent. Le prélat leur promit l'envoi d'un prêtre, à condition qu'ils trouvent un lieu de messe. En une semaine, tout fut prêt : l'autel, les ornements, le calice — tout ce qu'il fallait pour le Saint Sacrifice — furent rassemblés et transportés chaque dimanche dans un minibus-chapelle confié à la famille de **Georges Roth**. La salle communale de Plainpalais fut louée, et le 30 novembre 1975, pour la fête du Christ-Roi, la première messe traditionnelle fut célébrée à Genève. C'était il y a cinquante ans.

Pendant plusieurs années, ces montages et démontages d'autel, exigeants, astreignants, marquèrent la vie de la communauté. Puis une ancienne feronnerie, située rue du Cardinal-Mermillod à Carouge, fut acquise. Après d'importants travaux, Mgr Lefebvre lui-même y célébra la première messe de Noël en 1979. Il revint le 23 mars 1980 pour bénir et inaugurer définitivement le nouvel oratoire.

Pour les anciens de la paroisse, ces débuts demeurent empreints d'une profonde nostalgie. Reviennent alors les noms de abbés **Denis Roch**, **Henri La Praz**, **Daniel Maret**, **Bernard Carron** et de tant d'autres amis dont quelques uns sont aujourd'hui disparus. Discrets, constants, indifférents aux modes et aux acrobaties doctrinales, ces Genevois ont su maintenir la flamme de la foi.

Une messe en 1975, un prêtre et une cinquantaine de fidèles silencieux et fervents ; en 2025, ils sont désormais quatre prêtres à Genève, célébrant chaque dimanche quatre messes pour près de cinq cents âmes à l'Oratoire Saint-Joseph de Carouge. Autour d'eux gravite encore tout un peuple fidèle — le double, sans doute — qui continue, dans la sérénité et la ferveur, d'honorer la promesse faite il y a un demi-siècle.

Parmi les nombreuses anecdotes qui jalonnent cette histoire, deux méritent d'être rappelées. L'ancien propriétaire de la feronnerie, protestant, avait vendu le bâtiment à des conditions avantageuses ; peu après, touché par la grâce, il se convertit au catholicisme et reçut le baptême le 9 août de la même année, avant que Dieu ne le rappelle à Lui quelque temps plus tard.

Plus récemment, chacun se souvient de l'effondrement qui a enseveli Blatten le 28 mai dernier. Plus rien ne subsiste de ce village, plus aucun souvenirs ou presque. Sauf trois autels : ceux de l'ancienne église Notre-Dame du Rosaire, construite en 1877 lorsque la paroisse s'était séparée de celle de Kippel. Démolie en 1985 et remplacée par une église moderne, ses trois autels néogothiques avaient été rachetés par la Fraternité Saint-Pie X. Le maître-autel fut placé à l'église Notre-Dame de Lépante, à Montreux, et les deux autels latéraux installés à l'Oratoire Saint-Joseph de Carouge, où ils se trouvent encore aujourd'hui. L'oratoire a ainsi l'honneur de conserver ce qui subsiste du patrimoine sacré de Blatten. —



Du Père Noël à Halloween

Quand les traditions se transforment

Eric Bertinat - En Suisse, la figure du Père Noël moderne, avec sa barbe blanche et son manteau rouge, s'est imposée dans les années 1950-1960, sous l'influence de la culture américaine et des publicités *Coca-Cola*. Il a peu à peu remplacé **Saint Nicolas** (Samichlaus), autrefois porteur d'un message moral et religieux. Relevons que dans les cantons catholiques, Saint Nicolas reste une fête populaire, comme elle l'est, par exemple, à Fribourg. Cette transformation symbolise l'évolution d'une fête chrétienne vers un événement commercial et médiatique, où l'esprit de consommation l'emporte sur la spiritualité.

Aujourd'hui, le même phénomène se reproduit avec **Halloween**. Les médias et les marques, comme *Coca-Cola Suisse*, en font un spectacle à l'américaine, allant jusqu'à offrir un voyage «tout compris» à New York pour participer à la gigantesque Halloween Parade. La presse vante les «loisirs les plus horribles», maisons hantées, trains fantômes, *escape games*, dans une ambiance de peur et de sorcellerie devenue synonyme de divertissement.

Pourtant, cette fête avait autrefois un sens profond : issue des traditions celtiques et irlandaises, elle marquait la fin de l'été et l'entrée dans la période sombre de l'année. En se transformant en carnaval de l'horreur, Halloween a peu à peu éclipsé la Toussaint et la commémoration des morts, qui nous invite à penser à l'Église souffrante, aux âmes qui ont besoin de nos prières et de nos sacrifices (1).



Face à cette dérive, l'Église catholique reste timide

Le Vatican rappelle que Halloween a des racines chrétiennes, mais déplore que ses pratiques actuelles glorifient la peur, la magie ou l'occultisme. Certains évêques demandent d'en revenir à l'esprit d'origine, mais ces voix se perdent dans le bruit de la fête marchande.

Pourquoi l'Église catholique ne se montre-t-elle pas plus ferme face à une mode qui célèbre la sorcellerie, la peur et la mort ? En tolérant qu'Halloween se développe sans réaction claire, elle semble oublier sa mission première : éclairer les consciences et rappeler la dimension spirituelle de nos traditions. Jadis, la Toussaint et la commémoration des défunts invitaient à la paix intérieure, à la prière et à l'espérance. Aujourd'hui, ces fêtes sont peu à peu reléguées dans l'ombre par un folklore bruyant, dominé par la consommation et le spectaculaire. Il serait temps que l'Église retrouve la voix prophétique qui fut la sienne, non pour condamner les plaisirs innocents, mais pour redonner sens à ces célébrations.

Face à une société fascinée par la peur et le macabre, elle de-

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions

www.perspectivecatholique.ch